

Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et des
transports

78-2022-12-23-00008

arrêté préfectoral portant prescriptions
complémentaires à la société HELYSEO pour
l'exploitation de l'usine d'incinération AZALYS
sur le territoire de la commune de
Carrières-sous-Poissy



**PRÉFET
DES YVELINES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France
Unité départementale des Yvelines**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL
portant prescriptions complémentaires à la société HELYSEO
pour l'exploitation de l'usine d'incinération AZALYS
située sur le territoire de la commune de Carrières-sous-Poissy (78955)**

**LE PRÉFET DES YVELINES,
Officier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite**

VU le Code de l'environnement ;

VU le décret du 4 avril 2018 portant nomination de Monsieur Jean-Jacques BROT en qualité de Préfet des Yvelines ;

VU l'arrêté du 20 septembre 2002 modifié relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux ;

VU l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R.516-1 du Code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;

VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement ;

VU l'arrêté du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 février 2005 réglementant l'ensemble des prescriptions encadrant les conditions d'exploitation et se substituant aux arrêtés préfectoraux antérieurs de l'usine d'incinération d'ordures ménagères située RD 190, lieu dit Les Bouveries à Carrières-sous-Poissy et exploitée par Novergie Île-de-France ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2014139-0004 modifiant l'arrêté préfectoral du 8 février 2005 concernant l'installation exploitée par la société NOVERGIE ;

VU l'arrêté préfectoral n° 33757 du 10 juin 2015 modifiant l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 février 2005 concernant l'installation exploitée par la société NOVERGIE ;

VU l'arrêté préfectoral de prescription complémentaires n° 2011242-0002 du 30 août 2011 ;

VU l'arrêté 78-2022-07-19-00003 du 19 juillet 2022 du Préfet des Yvelines portant délégation de signature à Madame Emmanuelle GAY, Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

VU la décision n°DRIEAT-IDF-2022-1013 du 28 octobre 2022 portant subdélégation de signature pour les matières exercées pour le compte du Préfet des Yvelines ;

VU le courrier du 17/05/2016 de demande de bénéfice d'antériorité de la société HELYSEO dans le cadre de la transposition de la directive SEVESO III ;

VU le courrier du 27/06/2019 par lequel la société HELYSEO demande la reprise à son compte de l'exploitation de l'usine d'incinération AZALYS,

VU Le dossier de porter à connaissance déposé par la société HELYSEO le 30 juin 2021, complété par la note complémentaire transmise par courriel le 7 février 2022 ;

VU le rapport de l'Inspection de l'Environnement en date du 07/12/2022 ;

VU le projet d'arrêté de prescriptions complémentaires porté à la connaissance de l'exploitant le 07/12/2022 ;

VU le courrier du 08/12/2022 par lequel l'exploitant signale ne pas avoir d'observation sur le fond sur le projet d'arrêté de prescriptions complémentaires ;

CONSIDÉRANT que la société HELYSEO succède à la société NOVERGIE en tant qu'exploitant de l'usine d'incinération AZALYS,

CONSIDÉRANT recevable la demande de bénéfice de l'antériorité de la société HELYSEO s'agissant de la rubrique 4719 (D) – Acétylène (numéro CAS 74-86-2) pour une quantité maximale d'acétylène de 400 kg pouvant être présente sur site,

CONSIDÉRANT la demande de la société HELYSEO de pouvoir porter à 140 000 tonnes par an la capacité de traitement de déchets du site AZALYS,

CONSIDÉRANT la demande de la société HELYSEO de pouvoir porter à 55 000 Nm³/h le débit journalier moyen des fumées de l'ensemble des émissaires du site AZALYS,

CONSIDÉRANT la demande de la société HELYSEO de pouvoir porter à 40 mg/Nm³ la valeur limite en moyenne journalière d'émission en dioxyde de soufre des rejets atmosphériques du site AZALYS, correspondant à la valeur limite autorisée par l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 susvisé.

CONSIDÉRANT la demande de la société HELYSEO de pouvoir porter à 35 m³ la capacité de stockage en eau ammoniacale du site AZALYS, ainsi que la capacité suffisante (40 m³) de la rétention associée à ce stockage,

CONSIDÉRANT la demande de la société HELYSEO de pouvoir porter à 7 300 m³ la capacité de stockage de déchets en fosse amont, soit la capacité maximale de cette dernière, ainsi que le caractère invariable des rayons de dangers des aléas associés au risque d'incendie de ce stockage de déchets augmenté,

CONSIDÉRANT qu'il convient d'effectuer des mesures complémentaires pour préciser la véracité des dépassements observés en zone d'émergence et en limite de propriété à l'occasion des dernières campagnes de mesures nocturnes de bruit réalisées en 2020 conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 8 février 2005 susvisé,

CONSIDÉRANT que l'augmentation de 3 100 m³ du volume de stockage de déchets nécessite un nouveau calcul du montant des garanties financières devant être constituées par la société HELYSEO,

CONSIDÉRANT que la mise à jour du calcul des garanties financières proposé par la société HELYSEO est conforme aux prescriptions des arrêtés ministériels régissant leur constitution,

CONSIDÉRANT que les modifications demandées par la société HELYSEO, sont recevables et ne sont pas de nature à modifier de manière substantielle les conditions d'exploitation du site AZALYS,

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de compléter les prescriptions générales de l'arrêté préfectoral du 8 février 2005 susvisé prises en application de l'article L. 512-7-3 du Code de l'environnement pour garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement,

CONSIDÉRANT que l'exploitant a déclaré ne pas avoir d'observation à formuler sur le projet d'arrêté qui lui a été transmis le 7 décembre 2022,

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la préfecture des Yvelines,

ARRÊTE

Article 1^{er}

La société HELYSEO portant le numéro de SIRET 84405366000016 dont le siège social est situé au 9001 La Demie Lieue à Carrières-sous-Poissy (78955) est autorisée à reprendre l'exploitation des installations d'incinérations nommées AZALYS situées sur le territoire de la commune de Carrières-sous-Poissy (78955) selon les conditions édictées en annexe du présent arrêté, ainsi que dans le respect des dispositions des arrêtés antérieurs pris pour régir l'activité du site.

La société HELYSEO est ci-après identifiée comme « l'exploitant ».

Article 2 : Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 3 : Sanctions

En cas de non-respect de l'une des dispositions qui précède, il pourra être fait application des sanctions prévues par les dispositions de l'article L. 171-6 et suivants du Code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, ceci sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

Article 4 : Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, notamment au moyen de l'application Télérecours Citoyen (<https://www.telerecours.fr/>) :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision ;

2° Par le destinataire de la présente décision, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 5 : Information dans l'établissement

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Article 6 : Information des tiers

En vue de l'information des tiers :

1. Une copie de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires est déposée à la mairie de Carrières-sous-Poissy et peut y être consultée ;
2. Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Carrières-sous-Poissy pendant une durée minimale d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
3. L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Yvelines pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 7 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Yvelines, le sous-Préfet de Saint-Germain-en-Laye, le maire de Carrières-sous-Poissy, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports de la région Île-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté

Fait à Versailles, le 23 décembre 2022

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice,
Pour la Directrice et par délégation,
La chef de l'unité départementale,


Delphine DUBOIS

1 – ACTIVITÉS CLASSÉES

ARTICLE 1 :

L'article 3 du titre I « Nature des activités » de l'arrêté préfectoral n° 05.019/DUEL du 8 février 2005 est remplacé par l'article suivant :

« Article 3 – Liste des installations classées pour la protection de l'environnement

**ANNEXE À L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES
À LA SOCIÉTÉ HELYSEO POUR L'EXPLOITATION DE L'USINE D'INCINÉRATION AZALYS
SITUÉE SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE CARRIÈRES-SOUS-POISSY (78955)**

Désignation de la rubrique	Éléments caractéristiques	Rubrique	Régime ⁽¹⁾
Installation de traitement thermique de déchets non dangereux	<u>Capacité totale d'incinération :</u> 140 000 t/an 17,72 t/h <u>PCI de référence :</u> 2 200 kcal/kg <u>Puissance thermique totale :</u> 45 MW <u>Puissance thermique unitaire des fours :</u> 22,5 MW <u>Capacité unitaire des fours :</u> 70 000 t/an, soit 8,86 t/h <u>Capacité d'entreposage des déchets :</u> une fosse de réception des déchets de capacité de 7 300 m ³	2771	A
Élimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de co-incinération des déchets : a) Pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure	Capacité totale d'incinération : 17,72 t/h	3520-a	A
Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de déchets : 1. Collecte de déchets dangereux : la quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 1 tonne et inférieure à 7 tonnes	Quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation : 5,6 t	2710-1	DC
Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets : 2. Collecte de déchets non dangereux : Le volume des déchets susceptible d'être présent dans l'installation étant : c) Supérieur ou égal à 100 m ³ et inférieur à 300 m ³	Volume de déchets susceptible d'être présent dans l'installation : 281 m ³	2710-2	DC

Désignation de la rubrique	Éléments caractéristiques	Rubrique	Régime ⁽¹⁾
Acétylène (numéro CAS 74-86-2)	La quantité d'acétylène susceptible d'être présente sur le site est de 400 kg. (supérieure à 250 kg mais inférieure à 1 tonne)	4719	D

(1) A : Autorisation DC : Déclaration soumise à contrôle périodique qui fait l'objet d'une preuve de dépôt

D : Déclaration

»

L'article 2 « Liste des installations classées pour la protection de l'environnement » de l'arrêté préfectoral n° 33757 du 10 juin 2015 est abrogé.

2 – GARANTIES FINANCIÈRES

ARTICLE 2.1 : OBJET DES GARANTIES FINANCIÈRES

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent aux installations visées au R.516-1-5° du Code de l'environnement et listées dans le tableau suivant :

Rubrique	Libellé des rubriques
2771	Installation de traitement thermique de déchets non dangereux

Elles sont constituées dans le but de garantir la mise en sécurité du site de l'installation en application des dispositions mentionnées à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 2.2 : MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Le montant total des garanties financières à constituer s'élève à 538 859 € TTC. Ce montant prend en compte les modifications apportées à l'exploitation.

Il a été défini selon la méthode forfaitaire définie dans l'arrêté ministériel du 31 mai 2012, en prenant en compte un indice TP01 de 118,2 et un taux de TVA de 20 %.

Il prend en compte une quantité maximale de déchets pouvant être entreposés sur le site définie à l'article 1 du présent arrêté.

ARTICLE 2.3 : DÉLAI DE CONSTITUTION DES GARANTIES FINANCIÈRES

L'exploitant adresse au préfet, sous un mois à compter de la notification du présent arrêté, le document attestant la constitution du montant des garanties financières défini à l'article 2.2, document établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012.

ARTICLE 2.4 : RENOUVELLEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Le renouvellement du montant total des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 2.4 du présent arrêté.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

ARTICLE 2.5 : ACTUALISATION DES GARANTIES FINANCIÈRES

L'exploitant est tenu d'actualiser tous les cinq ans le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet. La première actualisation intervient 5 ans après la date de signature du présent arrêté. Le montant réactualisé est obtenu par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé. L'exploitant transmet avec sa proposition :

- la valeur datée du dernier indice public TP01 ;
- la valeur du taux de TVA en vigueur à la date de transmission.

ARTICLE 2.6 : MODIFICATION DES GARANTIES FINANCIÈRES

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières, ainsi que de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières.

ARTICLE 2.7 : ABSENCE DE GARANTIES FINANCIÈRES

Outre les sanctions rappelées à l'article L.516-1 du Code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.171-8 de ce code. Conformément à l'article L.171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

ARTICLE 2.8 : APPEL DES GARANTIES FINANCIÈRES

Le Préfet « appelle » et met en œuvre les garanties financières, pour assurer la mise en sécurité du site en application des dispositions mentionnées à l'article R.512-39-1 du Code de l'Environnement

- soit en cas de non-exécution par l'exploitant de ces dispositions, après intervention des mesures prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement,
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant.

ARTICLE 2.9 : LEVÉE DE L'OBLIGATION DES GARANTIES FINANCIÈRES

L'obligation de garanties financières est levée, en tout ou partie, à la cessation d'exploitation totale ou partielle des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés par l'exploitant.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R.512-39-1 à R.512-39-3, par l'inspection des installations classées.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral, après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R.516-5 du Code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

3 – NUISANCES

ARTICLE 3 : CONTRÔLE DES NIVEAUX SONORES

L'exploitant fait conduire dans les 3 mois qui suivent la notification du présent arrêté et à ses frais, une mesure des niveaux d'émissions sonores par un organisme habilité. L'exploitant veille à ce que l'organisme dispose d'une part, des méthodes et moyens de mesure nécessaires à cette vérification et, d'autre part, des compétences requises.

Le contrôle visé à l'alinéa précédent est renouvelé tous les 5 ans.

Les résultats des mesures de niveau sonore, accompagnés de l'analyse qu'en fait l'exploitant, sont transmis à l'Inspection des installations classées dans le mois suivant leur réalisation. En cas de dépassement des valeurs fixées par l'arrêté du 8 février 2005 visé supra, l'exploitant présente les mesures correctives qu'il apporte aux installations et à leurs conditions d'exploitation pour satisfaire les prescriptions de l'article 2 du chapitre IV du titre III du susdit arrêté.

4 – REJETS ATMOSPHÉRIQUES

ARTICLE 4 : VALEURS LIMITES DE REJET DES INSTALLATIONS D'INCINÉRATION DE DÉCHETS

L'article 15 du chapitre II du titre III « Valeurs limites de rejet des installations d'incinération de déchets » de l'arrêté préfectoral n° 05.019/DUEL du 8 février 2005 est remplacé par l'article suivant :

« Article 15 – Valeurs limites de rejet des installations d'incinération de déchets

Pour chaque four d'incinération, les valeurs maximales des rejets des installations après traitement sont précisées dans le tableau ci-dessous.

Les débits moyens des fumées émises à la cheminée est de 55 000 Nm³/h pour chaque four.

Paramètres	Valeurs limites		
	Concentration en mg/Nm ³ en moyenne journalière	Concentration en mg/Nm ³ en moyenne sur une demi-heure	Flux journalier (kg/j)
Poussières totales	5	30	5,4
Substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT)	10	20	10,8
Monoxyde de carbone (CO)	50	100 (horaire)	54
Chlorure d'hydrogène (HCl)	10	60	10,8
Fluorure d'hydrogène (HF)	1	4	1,08
Dioxyde de soufre (SO ₂)	40	200	27
Monoxyde d'azote et dioxyde d'azote, exprimés en NO ₂	70	150	76
Ammoniac (NH ₃)	10	20	10,8

La concentration en dioxines et furanes est définie comme la somme des concentrations en dioxines et furanes déterminées selon les indications qui suivent.

Paramètres	Valeurs limites	
	Concentration en ng/Nm ³	Flux journalier (µg/j)
Dioxines et furanes	0,1	108

Paramètres	Valeurs limites	
	Concentration en mg/Nm ³	Flux journalier (kg/j)

**ANNEXE À L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES
À LA SOCIÉTÉ HELYSEO POUR L'EXPLOITATION DE L'USINE D'INCINÉRATION AZALYS
SITUÉE SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE CARRIÈRES-SOUS-POISSY (78955)**

Cadmium et ses composés, exprimé en cadmium (Cd) et Thallium et ses composés, exprimé en thallium (Tl)	0,05	0,054
Mercure et ses composés, exprimés en mercure (Hg)	0,05	0,054
Total des autres métaux lourds suivants : - l'antimoine et de ses composés, exprimé en antimoine (Sb), - l'arsenic et de ses composés, exprimé en arsenic (As), - plomb et de ses composés, exprimé en plomb (Pb), - chrome et de ses composés, exprimé en chrome (Cr), - cobalt et de ses composés, exprimé en cobalt (Co), - cuivre et de ses composés, exprimé en (Cu), - manganèse et de ses composés, exprimé en manganèse (Mn), - nickel et de ses composés, exprimé en nickel (Ni), - vanadium et de ses composés, exprimé en vanadium (V).	0,5	0,54

L'article 5 – *Dispositions relative à la mesure en semi-continu des dioxines et furanes* et l'article 6 – *Mesure en continu de l'ammoniac (NH₃)* de l'arrêté préfectoral du 30 août 2011 susvisé sont abrogés.

ARTICLE 5 : CONDITIONS DE RESPECT DES VALEURS LIMITES

L'article 16 du chapitre II du titre III « Valeurs limites de rejet des installations d'incinération de déchets » de l'arrêté préfectoral n° 05.019/DUEL du 8 février 2005 est remplacé par l'article suivant :

« Article 16 – Valeurs limites de rejet des installations d'incinération de déchets

Les valeurs limites de rejets sont considérées comme respectées si :

- aucune des moyennes journalières ne dépasse les limites d'émission fixées pour les poussières totales, l'ammoniac, les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimés en COT, le chlorure d'hydrogène, le dioxyde de soufre et le dioxyde d'azote ;
- 95 % de toutes les moyennes mesurées sur 10 minutes pour le monoxyde de carbone sont inférieures à 150 mg/m³, et aucune mesure correspondant à des valeurs moyennes calculées sur une heure au cours d'une période de 24 heures ne dépasse 100 mg/Nm », en dehors des phases de démarrage et d'extinction ;
- aucune des moyennes sur une demi-heure ne dépasse les limites d'émission fixées pour les poussières totales, les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimés en COT, le chlorure d'hydrogène, le dioxyde de soufre, le dioxyde d'azote et l'ammoniac ;
- aucune des moyennes mesurées pour les métaux lourds sur les périodes d'échantillonnage ne dépasse les limites d'émission fixées sur une période d'échantillonnage d'une demi-heure au minimum et de 8 heures au maximum ;

Une moyenne journalière est valide lorsque sur une période de 24 heures, moins de 6 moyennes sur une demi-heure ont été écartées pour cause de mauvais fonctionnement ou d'entretien des dispositifs de mesure en continu.

Au plus, 10 moyennes journalières par an peuvent être écartées pour ces mêmes causes.

Toutes les valeurs statistiques sont calculées sur la base des mesures réalisées pendant les périodes de fonctionnement effectif des installations. Ces périodes ne prennent pas en compte les temps de fonctionnement pendant lesquelles aucun déchet n'est incinéré dans les fours.

Concernant les valeurs d'émission semi-horaires, les valeurs des intervalles de confiance à 95 % d'un seul résultat mesuré ne doivent pas dépasser les pourcentages des valeurs d'émission suivantes :

Substances	Intervalle de confiance
	Pourcentage de la valeur limite
Poussières totales	30,00 %
Substances organiques à l'état de vapeur exprimées en carbone organique total (COT)	30,00 %
Monoxyde de carbone (CO)	10,00 %
Chlorure d'hydrogène (HCl)	40,00 %
Fluorure d'hydrogène (HF)	40,00 %
Dioxyde de soufre (SO ₂)	20,00 %
Monoxyde d'azote et dioxyde d'azote, exprimés en NO ₂	20,00 %
Ammoniac (NH ₃)	40,00 %

Les dioxines et les furanes font l'objet d'une mesure semi-continue. Les échantillons analysés sont constitués de prélèvements de gaz sur une période d'échantillonnage de 4 semaines. La mise en place et le retrait des dispositifs d'échantillonnage et l'analyse des échantillons prélevés sont réalisés par un organisme accrédité par le comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe.

Les résultats des mesures en semi-continu sont transmis dans les mêmes conditions que les résultats des autres polluants visés à l'article 18.

Lorsqu'un résultat d'analyse des échantillons prélevés par le dispositif de mesure en semi-continu dépasse la valeur limite définie, l'exploitant doit faire réaliser dans un délai n'excédant pas 10 jours, sauf justification auprès de l'inspection des installations classées, par un organisme accrédité par le COFRAC ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, une mesure ponctuelle (période d'échantillonnage de 6 à 8 heures). Ce dépassement est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais.

